

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

REIMS, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV NORD EST

17 rue de Copenhague
Espace Européen de l'Entreprise
67300 Schiltigheim

Références : D3 i 2022-666
Code AIOT : 0005702843

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2022 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST implanté CHE DES BEUTIERES ECOPOLE DE LA COTE PLATE RD 14 51300 HUIRON. L'inspection a été annoncée le 05/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection diligentée pour réceptionner la création de la subdivision 17.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORD EST
- CHE DES BEUTIERES ECOPOLE DE LA COTE PLATE RD 14 51300 HUIRON
- Code AIOT : 0005702843
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société SUEZ RV NORD EST est autorisée à exploiter des installations de stockage de déchets non dangereux, sur le territoire de la commune de la Huiron (51) pour une capacité de déchets autorisés de 100 000 t/an et 700 t/j. Les intrants sont des déchets ultimes non dangereux provenant principalement du secteur industriel et des départements 51, 52, 10, 55, 57, 54 et 88.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Réception des travaux de création de la subdivision de casier 17
- Eaux souterraines
- Acceptation des déchets
- Biogaz

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réception des travaux de création de subdivision de casier	AP Complémentaire du 25/04/2019, article 8.1.3.5	/	Sans objet
2	Vérification des barrières de sécurité	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18	/	Sans objet
3	Eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24	/	Sans objet
4	Certificat d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 29	/	Sans objet
5	Biogaz	AP Complémentaire du 25/04/2019, article 9.2.1.1	/	Sans objet
6	Contrôle visuel	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La réception des travaux de création de la subdivision 17 a eu lieu lors de cette visite d'inspection. Aucune incohérence avec le dossier technique de conformité n'a été détectée. L'inspection des installations classées émet donc un avis favorable à l'admission de déchets dans la subdivision 17. La visite d'inspection a également porté sur la procédure d'admission et de réception des déchets. Aucune non conformité n'a été détectée.

L'inspection des installations classées ne propose pas de suite à cette visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réception des travaux de création de subdivision de casier

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/04/2019, article 8.1.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Travaux d'aménagement de casier de stockage
Prescription contrôlée : Avant l'exploitation de chaque nouvelle subdivision de casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence : <ul style="list-style-type: none">• de la géomembrane et du dispositif de drainage ;• des équipements de collecte et de stockage des lixiviats. Avant tout dépôt de déchets dans une nouvelle subdivision de casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans la subdivision de casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.
Constats : L'exploitant a réalisé un dossier de conformité des travaux de création de la subdivision 17 et l'a envoyé à l'inspection des installations classées le 11/08/2022. L'inspection des installations classées s'est rendue le 12/09/2022 sur site pour s'assurer de la conformité de l'installation avec l'arrêté préfectoral du 25/04/2022.
Observations : L'exploitant prévoit une mise en service de la subdivision à la mi-octobre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Vérification des barrières de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Barrières de sécurité passive et active
Prescription contrôlée : L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du premier casier. En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse, l'exploitant transmet le programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné.
Constats : Au travers de son dossier de conformité des travaux de la subdivision 12 transmis à l'inspection des installations classées, l'exploitant a décrit le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification des barrières actives et passives de la subdivision. Par sondage, l'inspection a pu constater que les analyses sont conformes à l'arrêté préfectoral d'autorisation et à l'arrêté ministériel de prescriptions générales. Proposition de l'inspection : L'inspection propose à Monsieur le Préfet d'autoriser l'exploitant à mettre en service la subdivision 17 par lettre préfectorale.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation des analyses sur les eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, à minima tous les six mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après - physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO ₂ ⁻ , NO ₃ ⁻ , NH ₄ ⁺ , SO ₄ ²⁻ , NTK, Cl ⁻ , PO ₄ ³⁻ , K ⁺ , Ca ²⁺ , Mg ²⁺ , DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ; - paramètres biologiques : DBO ₅ ; - paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ; - autres paramètres : hauteur d'eau. L'article 9.2.5 de l'arrêté préfectoral du 25/04/2019 indique les fréquences suivantes : Les résultats doivent être présentés dans le rapport annuel.
Constats : Les paramètres et les fréquences d'analyses, contrôlés par sondage, respectent l'AP du site du 22 mai 2019 et les valeurs de référence tirées du Guide d'Évaluation de l'état des eaux souterraines (publié par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire en Juillet 2019).
Observations : L'exploitant a transmis par mel du 12/09/2022 les documents suivants : - les derniers rapports d'analyses des eaux souterraines (2021 et 2022) - l'avis de l'hydrogéologue sur les analyses 2021 (bureau d'études ACG Environnement) - le rapport annuel d'activité 2021 L'exploitant utilise un logiciel (SYNERGIE) pour centraliser les contrôles réalisés sur le site (bassins, piézomètres, lixiviats, etc.) et les consulter à tout moment. Le logiciel permet également de faire des courbes de suivi.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Certificat d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Présence du certificat d'acceptation préalable (CAP)
Prescription contrôlée : Un déchet n'est admis dans une installation de stockage qu'après délivrance par l'exploitant au producteur ou au détenteur du déchet d'un certificat d'acceptation préalable (CAP). Ce certificat est établi au vu des résultats de la caractérisation de base et, si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un an, de la vérification de la conformité. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum.
Constats : Par sondage, l'exploitant a démontré : <ul style="list-style-type: none">- qu'il réalise un contrôle sur les Fiches d'Identification Préalable (FIP) fournies par le transporteur du déchet : provenance (départements 10, 51, 52, 54, 55, 57 et 88), caractère ultime et non dangereux du déchet, etc. ;- qu'il refuse le chargement et réalise une fiche d'anomalie en cas d'absence de FIP ou de chargement non conforme à la FIP ;- qu'il émet un Certificat d'Acceptation Préalable (CAP) pour les déchets soumis à analyse (ex : boues de station d'épuration, terres, résidus de broyeur de voiries, etc.) Par sondage, l'inspection a constaté que des transporteurs avec un CAP non conforme (dépassement de la date de validité) voient leur chargement refusé par l'exploitant, aucune non conformité n'a été détectée.
Observations : Aucune non conformité n'a été détectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Biogaz

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/04/2019, article 9.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Présence des contrôles du réseau de biogaz
Prescription contrôlée : L'exploitant procède périodiquement à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation. A minima, il réalise une analyse mensuelle des teneurs en CH ₄ , CO ₂ , CO, O ₂ , H ₂ S, H ₂ , H ₂ O. Des mesures de la pression atmosphérique sont réalisées conjointement. L'efficacité du système d'extraction des gaz sera vérifié autant que de besoin.
Constats : L'exploitant indique que : <ul style="list-style-type: none">- les analyses du biogaz sont réalisées mensuellement par un technicien de SUEZ Energie (filiale du groupe de l'exploitant) ;- ce technicien effectue un compte rendu avant et après chaque intervention en faisant une analyse critique du réseau de biogaz ;- les paramètres indiqués dans l'arrêté préfectoral sont mesurés ;- l'exploitant réalise une fois par an une analyse par un organisme extérieur (SOCOTEC), qui est jointe au rapport annuel. Par sondage, l'inspection a pu constater le respect de l'arrêté préfectoral, aucune non-conformité n'a été détectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Contrôle visuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des chargements
Prescription contrôlée : Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec l'article 28 ou d'un certificat d'acceptation préalable en conformité avec l'article 29 en cours de validité ;- vérifie, le cas échéant, les documents requis par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;- réalise une pesée ;- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement, et un contrôle de non-radioactivité du chargement. Pour certains déchets, ces contrôles sont pratiqués sur la zone d'exploitation préalablement à la mise en place des déchets, selon les modalités définies par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.
Constats : L'exploitant indique que : <ul style="list-style-type: none">- le site est équipé de caméras « loi Agec » qui enregistre en continu de 5h à 17h ;- les enregistrements vidéos sont stockés pendant un an, en local, sur un serveur dédié. Ces informations ont été constatées par sondage par l'inspection. L'exploitant a transmis à l'inspection le dernier constat de vérification du détecteur de non radioactivité (12/10/2021) par SAPHYMO, ne présentant aucune non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet